



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UN GRAND DÉBAT POUR TENTER DE PIÉGER LA COLÈRE UNE SEULE RÉPONSE : AMPLIFIER LA PROTESTATION

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 24 JANVIER 2019

GRAND DÉBAT : ENTOURLOUPE ET MENACE

« Pour moi, il n'y a pas de questions interdites », nous dit Macron. Mais pas question de rétablir l'ISF, ni de changer de cap sur les questions essentielles. SMIC et salaires en général, chômage et précarité, retraites et CSG, allocations de misère : ces sujets ne sont pas au programme du « grand débat » qu'on nous propose. En gros : « vous pouvez débattre, mais c'est moi qui tranche ». Cela sonne comme de la provocation.

Mais en ouvrant sur trois mois ce soi-disant « débat », le pouvoir parie sur un essoufflement du mouvement, et espère faire passer ceux et celles qui refuseront ce débat « bla-bla » pour des ennemis de la démocratie, sur lesquels il serait légitime que continue à s'abattre une répression policière et judiciaire sans pitié.

JUSTICE SOCIALE, JUSTICE FISCALE: DES EXIGENCES LÉGITIMES ! PAS DE PAIX SOCIALE SANS RÉPONSE À L'URGENCE SOCIALE

Dans le débat que nous propose Macron, aucune ouverture sur le SMIC ou plus généralement sur les salaires. Comme si l'exploitation du travail salarié par les capitalistes n'était pas une usine à profits.

Rien qu'avec les 57 milliards versés à leurs actionnaires en 2018 par les entreprises du CAC 40 – les 40 plus grandes du pays – il y aurait de quoi financer une augmentation de 250 € bruts aux 19 millions de salariés du privé. Mais pas question de se mettre mal avec le monde patronal auquel il vient encore de dérouler le tapis rouge, cette semaine, à Versailles : il est là pour faire régner coûte que coûte, matraque à la main, « leur » ordre, l'ordre capitaliste.

Au chapitre du pouvoir d'achat, rien non plus dans le soi-disant débat de Macron sur la revalorisation des retraites, des allocations, et des minima sociaux. Rien non plus sur leur indexation sur le coût de la vie. Mais pas question de revenir sur l'ISF et autres cadeaux faits aux plus riches. Ni sur les énormes sommes allouées aux entreprises

sous forme de Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ou autres : un gouffre pour le budget de l'Etat, sans effet sur l'emploi, alors qu'il y aurait tant à faire pour l'amélioration des services publics et la transition écologique. Avec les 40 milliards du CICE en 2019, il y aurait de quoi financer, par exemple, plus d'un million d'emplois à 2.900 € bruts (1.700 € nets).

CONTRE CE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES ET DES PATRONS UNE SEULE SOLUTION : UN GRAND « TOUS ENSEMBLE », JUSQU'À SATISFACTION

Macron ne cesse de répéter que la démocratie, c'est les élections, qu'il a été élu sur un programme et donc, qu'il n'est pas question de changer de cap sur le fond. Sauf que son élection – due essentiellement au rejet de Marine Le Pen, après ses maigres 18% au premier tour – ne saurait l'autoriser à se prévaloir d'un soutien majoritaire. La mobilisation en « jaune » qui dure depuis novembre est là pour le lui rappeler.

Et pour tous ceux et celles qui sont déterminés à continuer la mobilisation sur la question essentielle du pouvoir d'achat, l'heure est à porter la mobilisation à un cran supérieur pour construire un rapport de forces à même de faire plier le gouvernement.

Au-delà des manifestations du samedi, c'est l'ancrage des mobilisations dans les entreprises et les lieux de travail qui fera pencher la balance.

Aux militants d'entreprises et aux « Gilets jaunes » partageant cette conviction de défendre ensemble l'idée d'un véritable blocage de l'économie.

Ce qui suppose la construction d'un mouvement de grèves se généralisant à tous les secteurs d'activité, avec pour horizon la préparation d'une grève générale.

Ensemble, dans les entreprises et les syndicats, sur les ronds points et dans les assemblées de « Gilets jaunes », donnons-nous les moyens de cet objectif.



ILS LÂCHENT GHOSN...

POUR TOUT CONTINUER COMME AVANT ?

Il avait gagné chez Renault sa réputation de « cost killer » en taillant à la hache dans les effectifs. Impitoyable avec les salariés, il n'était visiblement pas avare de magouilles, sur lesquelles les gouvernements successifs ont fermé les yeux. Dernièrement, on a appris que depuis 2012, il ne payait même plus ses impôts en France, et qu'il avait créé aux Pays Bas une filiale pour verser en cachette des suppléments de rémunérations aux hauts dirigeants de la boîte ! Jusque là, l'Etat actionnaire n'y trouvait rien à redire. Mais l'incarcération prolongée du PDG au Japon rendait la situation intenable. Il sera donc remplacé. Mais on sait déjà que ceux qui vont le remplacer font partie de ses favoris. Ils connaissent évidemment tout du « système Ghosn ». Leur silence dit leur complicité ! Résultat : la politique de Ghosn va continuer... sans Ghosn, sauf si les salari(e)s en profitaient – le moment est propice avec les mobilisations initiées par les gilets jaunes – pour exprimer avec force leurs colères et leurs revendications.

CARLOS ET COMPAGNIE...

RENDEZ-NOUS LE POGNON !

57,4 milliards d'euros de dividendes en France aux seuls actionnaires du CAC 40, c'est 850 euros par an (71 euros par mois) extorqués à chacun des 67 millions d'habitants. Pendant ce temps, d'après l'INSEE, le niveau de vie des 40 % les moins riches a diminué entre 2008 et 2016. Alors, exiger 300 euros d'augmentation des salaires et des pensions, ce n'est que justice et c'est un minimum ! Quant à la prime « exceptionnelle » de 300 ou 500 euros consentie par peur de la contagion du mouvement des gilets jaunes, c'est du « foutage de gueule ».

ON CONNAIT DÉJÀ ...

Draguer les investisseurs étrangers pour qu'ils daignent s'installer en France, comme le fait aujourd'hui Macron à Versailles, est le sport présidentiel favori. En leur temps, Sarkozy et Hollande avaient, eux aussi, déroulé le tapis rouge aux plus riches, avec le même discours : il fallait garantir une fiscalité avantageuse aux capitalistes, des facilités administratives et un marché du travail libéré des prétendues chaînes du code du travail. Et avec tout ça, l'économie était censée redémarrer ! On voit ce qu'il en est aujourd'hui !

DÉMOCRATIE POLITIQUE ET SOCIALE : RÉFLEXIONS AUTOUR DE L'IDÉE DU RIC

Face au président des riches et des patrons, et à son gouvernement, le mouvement des « Gilets jaunes » a fait résonner les revendications sociales élémentaires, liées au droit de vivre dignement.

Il a aussi, de manière tout à fait légitime, revendiqué le droit pour les citoyens d'être consultés et de donner leur avis sur toutes les questions qui les concernent. Mais avec l'illusion assez répandue qu'il suffirait d'avoir le droit au RIC – Referendum d'Initiative Citoyenne – pour que le système devienne démocratique.

Et pourtant, sans réduction massive du temps de travail, comment impliquer dans le débat citoyen les millions de gens qui passent tout leur temps à courir du domicile au travail, du travail aux courses ou à l'école des enfants, puis aux tâches ménagères ?

Avec ou sans RIC, une démocratie réelle suppose aussi d'en finir avec la constitution de la Vème République. Il faudrait

en finir avec la fonction présidentielle et les pouvoirs exorbitants du président, instaurer la proportionnelle intégrale, décider que les élu(e)s soient révocables et leurs indemnités plafonnées au salaire moyen, parce qu'ils ne sont pas là pour faire « carrière ».

Et que serait une démocratie où l'essentiel des médias resterait aux mains de grands groupes capitalistes ? Que serait enfin une démocratie qui s'arrêterait aux portes de l'entreprise, là où le travail crée les richesses dont le capital dispose à sa guise. Pas de démocratie réelle sans droit de mettre son nez dans les comptes de l'entreprise, sans droit de veto sur toutes les décisions importantes qui y sont prises.

Conclusion: sans bousculer radicalement le système politique, on se retrouverait dans une situation comparable à celle des citoyens suisses, pour qui le droit au referendum ne change pas fondamentalement les choses.

N'oublions pas non plus la leçon du referendum de 2005 sur la Constitution Européenne en France. Le « Non » l'a emporté. Cela n'a pas empêché Sarkozy de l'approuver au nom de la France.

MACRON, SI TU SAVAIS, TON BARÈME...

Depuis les ordonnances Macron de septembre 2017, les indemnités pour licenciement abusif aux prud'hommes sont fixées par avance entre 0,5 et 20 mois selon l'ancienneté... Qu'importe le préjudice réel de la victime : le patron peut licencier comme bon lui semble, de façon illégale, sans s'inquiéter de ce qu'il aura à payer !

Mais la mesure ne passe toujours pas. Rien que sur le mois de décembre, les prud'hommes de Troyes, d'Amiens et de Lyon viennent de refuser d'appliquer ces barèmes en les déclarant « contraires » au droit international. Les conseillers de Troyes ont bien résumé l'affaire : « Ces barèmes sécurisent davantage les fautifs que les victimes et sont donc inéquitables » !

A croire que la contestation des Gilets jaunes est contagieuse... jusque dans les tribunaux.

SERVICE NATIONAL : AU PAS, LES PROLOS ?

Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un « service national universel » obligatoire d'un mois. Concernant 3 000 jeunes dès cette année, pour s'appliquer à tous les adolescents et adolescentes de 16 ans dès 2020, il vise paraît-il à leur inculquer les « valeurs » que nous sommes censés partager. Au programme : réveil à l'aube, salut au drapeau tricolore et hymne national. Le tout, en uniforme !

Mais plutôt qu'une formation à un soi-disant « esprit d'engagement », il s'agit d'un formatage qui ne sert qu'à apprendre aux jeunes à obéir, pour devenir des travailleurs dociles qui disent « oui » aux chefs, qui ne bloquent pas les ronds-points et qui ne font pas grève.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique